**Pour adapter les règlements-redevances à la nouvelle législation sur le recouvrement amiable de dette (Livre XIX du CDE), deux options se présentent :**

**Option 1 : le règlement-redevance contenait déjà des clauses de recouvrement amiable. Dans ce cas, le modèle 1 peut être utilisé.**

**Option 2 : le règlement-redevance ne contenait pas des clauses de recouvrement amiable et la commune veut en prévoir.   
Dans ce cas, le modèle 2 peut être utilisé.**

**MODELE 1 (on remplace les anciennes dispositions du recouvrement amiable)**

**SÉANCE du ………………**

### ***Projet***

## Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents : ………………………………………………………………………………

**OBJET : Clauses de mise en conformité des règlements-redevances en matière de recouvrement amiable**

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 (CDLD) ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l’autonomie locale, notamment l’article 9.1. de la Charte ;

Vu la loi du 4 mai 2023 portant insertion du livre XIX “Dettes du consommateur” dans le Code de droit économique (CDE), publiée au Moniteur belge du 23.5.2023, Ed.2 p 49149 et suivantes ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 20 juillet 2023 relative à l’élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l’année 2024 ;

Considérant que le livre XIX du CDE susvisé consacre d’une part, l’encadrement de certains effets du retard de paiement des dettes d’un consommateur à l’égard des entreprises et, d’autre part, reprend et actualise le recouvrement amiable de dettes du consommateur par le créancier ou par un tiers ;

Considérant que l’objectif de ce livre XIX est de mieux encadrer le recouvrement amiable des dettes et d’interdire les abus afin de mieux protéger le consommateur qui se trouve dans une situation d’infériorité face à l’entreprise ;

Considérant qu’il s’agit principalement d’imposer un premier rappel gratuit de la dette impayée, de prévoir un délai de quatorze jours calendrier avant que tout intérêt de retard et/ou indemnité ne puisse être réclamé et de limiter strictement les clauses indemnitaires qui peuvent être appliquées en cas de paiement tardif ou de défaut de paiement ;

Considérant qu’il y a lieu d’adapter les règlements-redevances qui prévoyaient déjà des dispositions relatives au recouvrement amiable ;

Considérant qu’il est opportun, même si ce n’est pas obligatoire, de prévoir pour tous les types de redevances, une procédure de recouvrement amiable conforme aux dispositions du livre XIX du CDE ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du …………. conformément à l’article L1124-40 §1,3°et 4° du CDLD ;

Vu l’avis favorable/défavorable rendu par le Directeur financier en date du …………. et joint en annexe ;

OU

Vu que le Directeur financier n’a pas rendu d’avis ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré, par … voix pour … voix contre, et … abstentions OU à l’unanimité.

**ARRETE :**

**Article 1er**

Dans tous les règlements-redevances en vigueur et prévoyant un recouvrement amiable, il y a lieu de supprimer la clause existante et de la remplacer par la disposition suivante :

« En cas de défaut de paiement dans le délai requis, un premier rappel gratuit sera envoyé au redevable. Ce rappel sera conforme au titre XIX du CDE relatif aux dettes du consommateur. En cas de non-paiement, dans le délai de 14 jours calendrier, qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, une clause indemnitaire de …. euros sera due (montant à fixer dans le respect de l’article XIX.4 du CDE qui fixe les montants maximums absolus de la clause indemnitaire en fonction de la somme restant à payer). Celle-ci couvre tous les coûts du recouvrement amiable de la dette impayée (y compris les éventuels frais de rappel ultérieur au rappel gratuit).

En cas de non-paiement à l’issue de la procédure de recouvrement amiable, conformément à l’article L 1124-40 du CDLD le débiteur sera mis en demeure de payer par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi sont mis à charge du redevable et s’élèveront à …(max. 10 euros).

Les frais administratifs visés à l'alinéa 2 sont recouvrés par la même contrainte.

Dans l’hypothèse où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable fera l’objet d’une citation en justice dans les formes et délais prévus par les dispositions des Code civil et judiciaire. » ;

**Article 2**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du CDLD pour exercice de la tutelle spéciale d’approbation.

**Article 3**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du CDLD.

Par le Conseil,

Pour expédition conforme,

Le Directeur général, Le Bourgmestre,

**MODELE 2 (on intègre le recouvrement amiable)**

**SÉANCE du ………………**

***Projet***

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents : ………………………………………………………………………………

**OBJET : Clauses de mise en conformité des règlements-redevances en matière de recouvrement amiable**

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 (CDLD) ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l’autonomie locale, notamment l’article 9.1. de la Charte ;

Vu la loi du 4 mai 2023 portant insertion du livre XIX “Dettes du consommateur” dans le Code de droit économique (CDE), publiée au Moniteur belge du 23.5.2023, Ed.2 p 49149 et suivantes ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 20 juillet 2023 relative à l’élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l’année 2024 ;

Considérant que le livre XIX du CDE susvisé consacre d’une part, l’encadrement de certains effets du retard de paiement des dettes d’un consommateur à l’égard des entreprises et, d’autre part, reprend et actualise le recouvrement amiable de dettes du consommateur par le créancier ou par un tiers ;

Considérant que l’objectif de ce livre XIX est de mieux encadrer le recouvrement amiable des dettes et d’interdire les abus afin de mieux protéger le consommateur qui se trouve dans une situation d’infériorité face à l’entreprise ;

Considérant qu’il s’agit principalement d’imposer un premier rappel gratuit de la dette impayée, de prévoir un délai de quatorze jours calendrier avant que tout intérêt de retard et/ou indemnité ne puisse être réclamé et de limiter strictement les clauses indemnitaires qui peuvent être appliquées en cas de paiement tardif ou de défaut de paiement.

Considérant que les règlements-redevances actuellement en vigueur ne contiennent pas de dispositions relatives au recouvrement amiable ; que seules les dispositions relevant le recouvrement forcé sont prévues ;

Considérant qu’il est opportun, même si ce n’est pas obligatoire, de prévoir pour tous les types de redevances, une procédure de recouvrement amiable conforme aux dispositions du livre XIX du CDE ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du …………. conformément à l’article L1124-40 §1,3°et 4° du CDLD ;

Vu l’avis favorable/défavorable rendu par le Directeur financier en date du …………. et joint en annexe ;

OU

Vu que le Directeur financier n’a pas rendu d’avis ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré, par … voix pour … voix contre, et … abstentions OU à l’unanimité.

**ARRETE :**

**Article 1er**

Dans tous les règlements-redevances en vigueur, il y a lieu d’insérer la disposition suivante :

« En cas de défaut de paiement dans le délai requis, un premier rappel gratuit sera envoyé au redevable. Ce rappel sera conforme au titre XIX du CDE relatif aux dettes du consommateur. En cas de non-paiement, dans le délai de 14 jours calendrier, qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, une clause indemnitaire de …. euros sera due (montant à fixer dans le respect de l’article XIX.4 du CDE qui fixe les montants maximums absolus de la clause indemnitaire en fonction de la somme restant à payer). Celle-ci couvre tous les coûts du recouvrement amiable de la dette impayée (y compris les éventuels frais de rappel ultérieur au rappel gratuit).

En cas de non-paiement à l’issue de la procédure de recouvrement amiable, conformément à l’article L 1124-40 du CDLD le débiteur sera mis en demeure de payer par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi sont mis à charge du redevable et s’élèveront à …(max. 10 euros).

Les frais administratifs visés à l'alinéa 2 sont recouvrés par la même contrainte.

Dans l’hypothèse où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable fera l’objet d’une citation en justice dans les formes et délais prévus par les dispositions des Codes civil et judiciaire. » ;

**Article 2**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d’approbation.

**Article 3**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du CDLD.

Par le Conseil,

Pour expédition conforme,

Le Directeur général, Le Bourgmestre,